

Les Vingt-Sept sont entrés dans la difficile négociation du prochain budget européen

[lesechos.fr/monde/europe/a-nicosie-les-vingt-sept-entrent-dans-la-difficile-negociation-du-prochain-budget-europeen-2228499](https://www.lesechos.fr/monde/europe/a-nicosie-les-vingt-sept-entrent-dans-la-difficile-negociation-du-prochain-budget-europeen-2228499)

Karl De Meyer

April 24, 2026

La semaine dernière à Nicosie, les leaders de l'UE ont posé l'équation du prochain cadre financier, qui doit soutenir de nouvelles priorités et commencer à rembourser le grand emprunt commun de 2020. Cela devrait impliquer la création de nouvelles recettes.



Les présidents du Conseil européen et de la Commission, Antonio Costa et Ursula von der Leyen, lors d'une conférence de presse à Nicosie, le 24 avril. (Photo Yiannis Kourtoglou/Reuters)

Publié le 24 avr. 2026 à 18:41 Mis à jour le 27 avr. 2026 à 16:52

Pour la première fois, les leaders européens se sont emparés officiellement, [vendredi dernier à Nicosie](#), d'un dossier qui tous les sept ans leur prend beaucoup d'énergie et provoque de fortes tensions entre eux : le budget de l'Union. Préliminaire et surtout non chiffrée, la discussion n'a pas - encore - donné lieu à des passes d'armes, mais a eu le mérite de poser le débat et d'établir la nécessité de se hâter.

Pour la période 2028-2034, l'équation est encore plus compliquée qu'à l'accoutumée. De nombreux Etats membres (France, Italie, Pologne) veulent plus ou moins sanctuariser les deux politiques qui forment jusqu'à présent les deux premiers postes de dépenses : la politique agricole commune (notamment au nom de la souveraineté alimentaire) et la politique de [cohésion](#). Mais avec le décrochage économique et technologique de l'UE face à ses principaux concurrents, le budget doit aussi financer de nouvelles priorités, comme le spatial, l'IA, le quantique, les biotechs, les semi-conducteurs...

Conformément aux engagements pris en 2020, l'UE doit en outre commencer à rembourser, à partir de 2028, le capital du grand emprunt commun approuvé en 2020 pour financer le plan de relance post-Covid. On parle d'une vingtaine de milliards d'euros annuels, selon le rythme de remboursement qui sera choisi.

Nouvelles ressources propres

Comme de nombreux Etats (Pays-Bas, Allemagne, Suède) ne comptent pas augmenter significativement leurs contributions nationales, il apparaît nécessaire de dégager [de nouvelles « ressources propres »](#) pour le budget européen. Las, avec des finances publiques sous pression, les capitales tendent à renâcler.

Le Parlement européen, qui ne participe pas vraiment à la négociation mais tente de l'influencer, doit proposer la semaine prochaine de mettre en place de nouvelles taxes, notamment sur les services numériques, les jeux d'argent et de hasard en ligne ou les plus-values sur cryptoactifs. « Le budget actuel nous a appris que nous ne pouvons pas résoudre toutes les crises et tous les défis qui se présentent. Nous avons besoin d'argent frais », a plaidé à Chypre la présidente du Parlement, Roberta Metsola.

Si jamais il s'avérait impossible de créer ces nouvelles recettes, qui ne peuvent être validées qu'à l'unanimité des Vingt-Sept, le remboursement de la dette commune risque d'avoir un effet récessif, alors que l'économie européenne peine déjà, en rythme de croisière, [à croître de plus de 1 % par an.](#)

Une option qu'avance la France serait de ne pas rembourser l'emprunt dans le prochain budget, mais de procéder à un « rollover » des titres arrivant à maturité. Une opération qui aurait le mérite d'entretenir la profondeur du marché de la dette libellée en euros, très demandée sur les marchés internationaux.

Prochaine étape en juin

« Le problème c'est que si on fait ça, on allège certes la pression sur le prochain cadre financier 2028-2034, mais on l'aggrave sur les suivants, puisqu'on est censé avoir tout remboursé en 2058 », objecte un expert de la Commission, pour qui les marchés pourraient aussi réagir négativement à une modification des paramètres prévus en 2020. Il va sans dire que le scénario du « rollover » heurte les capitales « frugales » et légalistes, Berlin et La Haye en tête. Il poserait sans doute des problèmes d'ordre constitutionnel en Allemagne.

VIDEO - Pourquoi la dette devient un vrai problème

La présidence chypriote de l'UE compte remettre le sujet à l'agenda du sommet des Vingt-Sept du mois de juin, avec cette fois une « négobox » (une architecture des composantes du cadre financier) chiffrée. Il reviendrait à la présidence irlandaise du second semestre de faire progresser les négociations en vue d'un accord en fin d'année.

Le respect de ce calendrier permettrait de prendre en 2027 toutes les mesures d'application que requerra le nouveau budget, pour laquelle la Commission a élaboré, en juillet dernier, une nouvelle structure. Les premiers décaissements pourraient alors intervenir dès le début 2028 et alimenter la croissance du continent.

Une telle séquence permettrait en outre de sortir le débat budgétaire européen des campagnes électorales qui auront lieu, en 2027, dans plusieurs « grands » Etats membres : France, Italie, Espagne, Pologne. La semaine dernière, un diplomate européen n'y croyait toutefois pas un instant : « comme d'habitude, on trouvera un accord à la dernière minute, dans les cris, fin 2027. »